Villes et territoires intelligents, les piliers de l'agenda commun

Débat politique ouvert organisé en conjonction avec
Smart City Expo World Congress

17 novembre 2021, 12h00-13h00 CET

Le monde s'est transformé rapidement, mettant en évidence que nos forces et nos faiblesses transcendent les frontières et que nous devons passer d'une société fondée sur la consommation et la production à une société fondée sur le soin. La transition vers une société qui prend soin des autres nous invite à repenser le rôle de la technologie, et la façon dont elle doit devenir un outil intégral pour protéger les personnes et la planète, tout en étant façonnée par les communautés qui en ont besoin.

Avec la pandémie de COVID-19, il est apparu clairement que la technologie peut faciliter la fourniture de services publics et constituer un service en soi, tout en risquant d'aggraver les inégalités et la protection des droits humains au niveau numérique, tels que le droit à la vie privée et le droit à l'information.

Pour assurer une reprise inclusive et durable, et passer d'une société basée sur les biens et les services à une société basée sur la solidarité et les soins, il faut veiller à ce que la fourniture de services publics locaux couvre les nouveaux éléments essentiels qui garantissent la subsistance et la prospérité de nos communautés et qui protègent notre planète. Cela signifie qu'il faut envisager les villes et les territoires intelligents sous un angle différent et se concentrer non pas sur ce que la technologie peut faire pour les biens et les services, mais sur la manière dont nous pouvons faire en sorte que la technologie améliore la vie des personnes. Cela signifie également qu'il faut garantir que tous les acteurs et toutes les parties prenantes soient écoutés et impliqués dans la prise de décisions qui implique la technologie.

Le mouvement municipal s'est engagé à réaliser des villes et des territoires intelligents centrés sur les personnes et à protéger les droits numériques. Il s'engage à relever les défis ambitieux énoncés dans le rapport « Notre programme commun » du Secrétaire général des Nations unies, notamment en favorisant la protection sociale universelle et en luttant contre les inégalités, en appliquant les droits humains en ligne, en protégeant et en sauvegardant les données et en favorisant la réglementation de l'intelligence artificielle (IA).

Tout au long de la pandémie, les gouvernements locaux et régionaux ont été en première ligne pour prendre soin des personnes et de la planète via la fourniture de services publics locaux et s'efforcent de s'appuyer sur les enseignements tirés pour veiller à ce que personne ni aucun territoire ne soit laissé pour compte. Le mouvement comprend le sentiment d'urgence et croit en l'importance de co-créer les priorités d'un contrat social renouvelé : un Pacte pour l'avenir pour les personnes, la planète et le gouvernement.

Cette session abordera les différents aspects de ce que signifie le développement de villes et de territoires intelligents à l'ère urbaine, en s'appuyant sur la nécessité de combler le fossé entre les villes et les campagnes, et en faisant de la technologie un outil au service de nos populations, qui nous permettra de relever les défis et de trouver des solutions dans le cadre du programme commun. Ce n'est qu'en exploitant la technologie dans l'optique du bien-être de nos communautés que nous pourrons assurer une reprise équitable et élaborer le scénario révolutionnaire qui fera de nos villes et territoires les piliers du programme commun défini par le Secrétaire général des Nations unies.

Agenda

Modératrice : Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU

Voix des gouvernements locaux et régionaux :

- **Mohamed Boudra**, président de CGLU
- **Carola Gunnarsson**, maire de Sala, première vice-présidente de l'Association suédoise des autorités locales et régions (SALAR), vice-présidente de CGLU pour l'Europe
- **Armand Béouindé**, maire de Ouagadougou, président de l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF), vice-président de CGLU pour l'Afrique
- **Berry Vrbanovic**, maire de Kitchener, trésorier de CGLU
- **Souad Ben Abderrahim**, maire de Tunis
- **Gissela Chala**, adjointe au maire de Quito